



**ceides**  
Centre africain d'Etudes Internationales  
Diplomatiques Economiques et Stratégiques



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Swiss Confederation



# Dialogue participatif pour la prévention de l'extrémisme violent dans l'Extrême- Nord du Cameroun et son pourtour

Maroua, Cameroun, 24-25 juillet 2018

## **Rapport final**

## Table des matières

Résumé.....	2
<b>I. Contexte, raison d'être et portée du séminaire .....</b>	<b>3</b>
<b>A. Contexte .....</b>	<b>3</b>
<b>B. Raison d'être .....</b>	<b>3</b>
<b>C. Portée du séminaire .....</b>	<b>5</b>
<b>II. Synthèse des travaux.....</b>	<b>6</b>
<b>A. Les concepts à l'épreuve de l'approche de prévention de l'extrémisme violent.....</b>	<b>6</b>
<b>B. Aborder la violence extrémiste qui surgit au sein de la société.....</b>	<b>7</b>
1) Etiologie de la violence et potentiel de récurrence .....	7
2) Causes concrètes du départ des jeunes vers Boko Haram.....	8
<b>C. Cartographie des acteurs intervenant face à la violence extrémiste .....</b>	<b>9</b>
1) Les forces de défense et de sécurité .....	9
2) Les forces de défense et de sécurité et les populations.....	9
3) Les représentants politiques .....	9
4) Les ONG nationales .....	10
5) Les médias.....	10
6) Les centres de recherche et les universitaires.....	11
7) Les communautés religieuses.....	11
8) Les partenaires de la coopération internationale.....	12
<b>III. Principales leçons apprises, défis et recommandations.....</b>	<b>12</b>
<b>A. Bâtir la confiance en l'avenir dans le bassin du lac Tchad : la pertinence et l'importance de l'approche de prévention de l'extrémisme violent.....</b>	<b>12</b>
<b>B. Les défis à relever pour éviter le piège d'un conflit cyclique .....</b>	<b>13</b>
<b>C. Recommandations.....</b>	<b>17</b>
<b>IV. Mise en perspective.....</b>	<b>20</b>
<b>Annexe.....</b>	<b>22</b>

## Résumé

Suite au Séminaire régional pour la prévention de l'extrémisme violent, tenu à Yaoundé en novembre 2017 et qui a lancé le « pôle Afrique centrale » de l'initiative des « Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent » amorcée en 2016 à Dakar, le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Economiques et Stratégiques (CEIDES), basé à Yaoundé et le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de Suisse ont organisé, avec le soutien du gouvernement du Cameroun, un « **Dialogue participatif pour la prévention de l'extrémisme violent dans l'Extrême-Nord du Cameroun et son pourtour** », à Maroua, les 24 et 25 juillet 2018.

L'objectif de la rencontre de Maroua était donc de rapprocher ces conversations des acteurs d'une région touchée au quotidien par l'extrémisme violent, afin d'engager une dynamique d'échange au niveau local et de renforcer et de fédérer les initiatives de prévention existantes. Il s'agissait, surtout, de **stimuler l'émergence d'un dialogue sur le « pourquoi » de cette violence**, et sur le « comment » chaque acteur peut contribuer à la **prévention de l'extrémisme violent ainsi qu'à l'émergence d'un narratif différent par rapport à la violence affectant l'Extrême-Nord du Cameroun et son pourtour.**

Pendant deux jours, la soixantaine des participants ont ainsi échangé avec animation sur **les causes de l'extrémisme violent dans la région du Lac Tchad, les diverses formes qu'a pris cette violence tout au long de cette dernière décennie, les réponses tant sécuritaires que civiles qui lui furent et qui lui sont actuellement adressées et les évolutions qu'elle pourrait prendre à l'avenir selon les stratégies qui lui sont et seront opposées, y compris celle passant par des contacts, voire des possibles négociations avec certaines composantes du mouvement Boko Haram.**

Il ressort de cette rencontre du point de vue des acteurs qui sont plongés dans cette réalité au quotidien, que l'on est **loin de sortir de la spirale de la violence**, malgré les efforts consentis sur le plan militaire. D'une part, les violences se poursuivent au quotidien. **Par ailleurs, on n'assiste pas encore à un traitement qui s'attaque aux causes identifiées comme étant à l'origine de cette violence.** Enfin, les autorités, les communautés et les divers acteurs sont désemparés face à certaines questions complexes. Il y a là en particulier certains points sur lesquels la **recherche** appliquée pourrait en particulier apporter une importante plus-value.

**Le dialogue inclusif proposé par la rencontre a été un modèle novateur pour les participants.** S'il y eut une certaine réserve au début, les acteurs participants se sont en fin de compte montrés particulièrement libres de parole et ouverts aux questionnements les plus délicats. Cette initiative de dialogue inclusif était inédite dans la région et l'envie manifeste que cela se poursuive notamment avec des séminaires de renforcement de capacités a été largement partagée.

## **I. Contexte, raison d'être et portée du séminaire**

### **A. Contexte**

Depuis bientôt cinq ans, le Cameroun et les pays du bassin du Lac Tchad font face à des défis sécuritaires inédits résultant d'un extrémisme violent qui a porté, par opportunisme, une coloration religieuse, islamique en l'occurrence. Dès la fin de la décennie 2000, le mouvement porteur de cet extrémisme violent, Boko Haram (terme arabo-haoussa qui signifie « l'école moderne est illicite »), a achevé de se définir comme une mouvance djihadiste, révolutionnaire et fondamentaliste, défendant un islam politique et social rigoriste et déclarant hérétique toute théorie évoluant dans un sens contraire à son idéologie. Le mouvement recrute alors ses partisans dans des milieux peu émancipés intellectuellement, profitant des situations socioéconomiques qui rendent certaines personnes vulnérables.

Dans les zones frontalières (entre le Cameroun, le Nigéria et le Tchad), la propagation de Boko Haram fut rapide du fait notamment de l'homogénéité culturelle de la population qui y vit. Au début des années 2010, le mouvement dévient une véritable menace pour les Etats qui ont commencé à subir des attaques sur leurs territoires. Tout le Nord-Est du Nigéria entre en ébullition. L'Extrême-Nord du Cameroun est également attaqué. Le Tchad et le Niger subissent aussi des attentats ciblés. En 2014, ces Etats commencent véritablement à organiser une action commune de riposte militaire. Une force multinationale (FMM) est mise sur pied entre le Cameroun, le Nigéria, le Niger et le Tchad. La communauté africaine et internationale est mobilisée. Un certain nombre d'acteurs tels que les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni et la Chine, qui ont des intérêts stratégiques dans les zones menacées, apportent leur soutien notamment en matériel de guerre, en renseignement et à travers l'organisation de l'encadrement des troupes.

Cette contre-offensive militaire provoque un renversement du rapport de forces qui oblige Boko Haram à passer d'une stratégie offensive à une stratégie défensive. Toutefois cette situation de « paix relative » s'accompagne de nouvelles menaces sécuritaires marquées du sceau de l'urgence au regard de leur capacité à nourrir le ressentiment, socle sur lequel se construit, s'alimente et se reproduit la violence extrémiste.

### **B. Raison d'être**

Si l'on veut sortir à terme de la spirale de la violence, deux dimensions doivent nécessairement être prises en considération.

Premièrement, la réponse militaire s'accompagne de nombreuses contraintes – dépérissement de nombreux marchés, modification des habitudes commerciales, interdiction de mobilité humaine, indiscipline ou comportement hors la loi de certains membres des forces de défense des soldats qui se traduisent par des brimades, des rackets, des violations des droits de l'homme etc. – qui accroissent le mécontentement social, renforcent les ressorts de l'exclusion, déconstruisent, l'image et la réputation des institutions

étatiques auprès des populations, fragilisent davantage les relations État-citoyen/gouvernants-gouvernés et permettent la persistance des facteurs sous-jacents au conflit. **Il y a donc urgence de s'assurer que les réponses immédiates n'alimentent pas à leur tour cette spirale de violence.**

Deuxièmement, ni la réponse militaire et sécuritaire, ni les réponses humanitaires urgentes et de reconstruction à court terme, ne visent et ne sont adéquates pour **traiter les causes de la violence – qu'elles soient politiques, sociales, culturelles ou économiques.**

Cette prise de conscience s'est traduite, au niveau international par la promotion d'une approche complémentaire à la réponse sécuritaire : l'approche préventive consacrée dans le Plan d'Action du Secrétaire général des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent (A/70/674) du 24 décembre 2015<sup>1</sup>. Ce plan d'action est adossé à la stratégie antiterroriste mondiale qui est construite sur quatre piliers : l'élimination des conditions propices à la propagation du terrorisme, la prévention et la lutte contre le terrorisme, la consolidation des moyens de lutte contre le terrorisme et le renforcement de l'action des Nations Unies, le respect des droits de l'homme et la primauté du droit en tant que base fondamentale de la lutte antiterroriste.

Les trois premières éditions des **Conversations régionales pour la prévention de l'extrémisme violent** tenues à Dakar en juin 2016, à N'Djamena en juin 2017 et à Alger en juin 2018<sup>2</sup>, tout comme le **Séminaire régional pour la prévention de l'extrémisme violent en Afrique Centrale et dans le Bassin du Lac Tchad** tenu les 27 et 28 novembre 2017 à Yaoundé, ont mis l'accent sur le premier pilier de cette stratégie en donnant la priorité aux mesures préventives qui ont la particularité de mettre en emphase **le besoin, dans une société en crise, de repenser le vivre ensemble, non seulement pour diminuer les douleurs et réduire les souffrances humaines, mais pour aller vers une société plus stable, plus juste et plus propice au bien-être matériel et immatériel de l'homme.**

---

<sup>1</sup> Plan d'action du Secrétaire général des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent (24 décembre 2015) [http://www.un.org/en/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/70/674&referer=/english/&Lang=F](http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/674&referer=/english/&Lang=F) / Plan of Action of the United Nations Secretary-General to Prevent Violent Extremism (24 December 2015) [http://www.un.org/en/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/70/674](http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/674). A noter que le DFAE suisse s'est également doté d'un plan d'action de politique étrangère pour la prévention de l'extrémisme violent : [https://www.eda.admin.ch/dam/eda/fr/documents/publications/SchweizerischeAussenpolitik/Aussenpolitischer-AktionsplanPVE160404\\_FR.pdf](https://www.eda.admin.ch/dam/eda/fr/documents/publications/SchweizerischeAussenpolitik/Aussenpolitischer-AktionsplanPVE160404_FR.pdf) / Switzerland's Foreign Policy Action Plan on Preventing Violent Extremism (April 2016) : <http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/43587.pdf>

<sup>2</sup> « Investir dans la Paix et la Prévention de la Violence en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel : Conversations sur le Plan d'action du Secrétaire général de l'ONU pour la prévention de l'extrémisme violent », organisées par l'International Peace Institute (IPI), le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et le Département fédéral des affaires étrangères de Suisse (DFAE) :

- Dakar, juin 2016: [https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2016/09/1609\\_Investing-in-Peace-FRENCH.pdf](https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2016/09/1609_Investing-in-Peace-FRENCH.pdf) / English: [https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2016/09/1609\\_Investing-in-Peace-ENGLISH.pdf](https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2016/09/1609_Investing-in-Peace-ENGLISH.pdf)

- N'Djamena, juin 2017: <https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2017/08/IPI-E-RPT-Chad-Meeting-NoteEnglish.pdf> / English: <https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2017/08/IPI-E-RPT-Chad-Meeting-NoteEnglish.pdf>

- Alger, juin 2018 : <https://www.ipinst.org/2018/09/peace-and-prevention-of-violence-sahel-sahara-third-regional-conversations>

Lors de ces rencontres, il a été reconnu que **la prévention de l'extrémisme violent n'est pas un choix ou une option mais une nécessité**. Aussi, ces rencontres de haut niveau ont mis en exergue une évidence partagée concernant la nécessité de multiplier les espaces de dialogue partout où cela est possible.

Avec pour vocation de créer du lien entre toutes les parties prenantes de la prévention de l'extrémisme violent, le dialogue n'est pas seulement un outil pour « **parler de** » l'approche préventive, mais tout simplement un support « **pour se parler** » - afin d'éviter de tomber dans les travers de la pensée unique -, « **pour s'écouter** » tout en développant une « **culture de l'ouverture et de l'inclusion** », essentielle dans la construction de « **sociétés apaisées** » et peu enclines à l'extrémisme violent.

### C. Portée du séminaire

Lors de la rencontre de Yaoundé les participants ont unanimement invité les organisateurs à ne pas abandonner en chemin cet exercice de dialogue inclusif. C'est dans cette perspective que s'est tenu les 24 et 25 juillet 2018 à Maroua, au Cameroun, le Séminaire intitulé « **Dialogue participatif pour la prévention de l'extrémisme violent dans l'Extrême-Nord du Cameroun et son pourtour** », organisé - avec le soutien du gouvernement du Cameroun - par le Centre africain d'Etudes Internationales Diplomatiques Economiques et Stratégiques (CEIDES) et le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de Suisse.

Cette rencontre de haut niveau, tenue en français et en anglais, a réuni une soixantaine de participants du Cameroun et de la région du Bassin du Lac Tchad, représentant des gouvernements, des responsables politiques, des organisations de la société civile, des centres de recherche et de formation, des professionnels d'horizons divers - notamment des médias - et des organisations régionales et internationales.

Les allocutions de circonstance du Représentant du Gouverneur de la Région de l'Extrême-Nord, M. ASSIGA EBANA Herman Bertrand, du Préfet du Diamaré (Maroua), M. Ernest Samuel Christian EBELLE, du Représentant du Commandant de la quatrième Région Militaire Interarmées (RMIA 4), le Capitaine de Vaisseau HAMADOU LAME, du Directeur du Centre d'Etudes et de Recherche en Paix, Sécurité et Intégration (CERPSI), le Pr Saibou ISSA, et les interventions de l'Ambassadeur de Suisse en République du Cameroun, République centrafricaine et Guinée Equatoriale, SEM Pietro LAZZERI, de la Coordinatrice Humanitaire et Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Cameroun, SEM ALLEGRA BAIOCCHI et du Président, Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques Economiques et Stratégiques (CEIDES), le Dr. Christian POUT ont ponctué la cérémonie d'ouverture de cette session de dialogue participatif bâtie autour d'une Table ronde de haut niveau intitulée : « *investir dans la paix et la prévention de l'extrémisme violent au plus près des populations : opportunités et contraintes* ».

Construit autour du principe suivant : « *pour éliminer les conditions propices à la propagation de l'extrémisme violent, il faut comprendre les causes sous-jacentes à la violence extrémiste, agir en amont pour empêcher la propagation de l'extrémisme violent en apportant, dans*

*les zones considérées, des solutions concrètes aux problèmes rencontrés, en étant attentif aux besoins et aux droits des populations concernées et en proposant des réponses concrètes aux revendications légitimes – afin qu’elles ne cherchent pas à s’exprimer par la violence », le séminaire a convié les acteurs participants à partager de manière informelle leurs analyses, leurs expériences et leurs idées pour parvenir par le dialogue et la construction de synergies, à une offre alternative à la violence.*

## II. Synthèse des travaux

### A. Les concepts à l’épreuve de l’approche de prévention de l’extrémisme violent

Alors que s’entame le processus de stabilisation des zones affectées par Boko Haram dans l’Extrême-Nord du Cameroun, s’actualise avec acuité la nécessité de comprendre les concepts qui gravitent autour de l’approche de prévention de l’extrémisme violent. Ce besoin de clarification n’est pas des moindres, car, la terminologie qui se rapporte à l’extrémisme violent est complexe et encore largement sujette à controverse. La principale étant que nombre de termes employés dans ce domaine n’ont pas de définition universellement acceptée. Comme le souligne le Plan d’action du Secrétaire général des Nations Unies pour la prévention de l’extrémisme violent, les phénomènes de « terrorisme » et « d’extrémisme violent » échappent à toute définition claire. Il en est de même des concepts de « stabilisation », « redressement » et « déradicalisation » qui sont perçus de manière différente par les acteurs. Aussi, aucun d’eux n’est synonyme de « prévention ».

Mais les participants se sont accordés sur plusieurs points, au-delà ou en dépit des termes indécis : d’une part, la notion de prévention invite clairement à dépasser le court terme ou le traitement des seuls symptômes, pour aller vers la transformation des causes de la violence ; et d’autre part, et c’est lié, pour transformer les causes, il faut les appréhender dans toute leur diversité. De trop rares études ont en effet déjà permis de souligner **la nécessaire prise en compte de l’intelligence de situation** – capacité des individus à comprendre les contextes – aussi bien dans la quête d’une meilleure compréhension des concepts, que dans l’élaboration des actions à résultats rapides et surtout durables.

Le constat unanime de l’insuffisance de travaux menés en la matière dans la région a amené les parties prenantes à demander aux universitaires et chercheurs d’engager activement de tels travaux. Ceux-ci doivent d’une part continuer à s’interroger sur des questions telles : A quoi se réfère-t-on lorsqu’on parle de stabilisation, redressement et de déradicalisation dans la région de l’Extrême-Nord et les régions avoisinantes ? Quel est le lien entre ces concepts et les enjeux de l’approche de prévention ? Mais ils doivent surtout, en s’appuyant sur des données empiriques et des méthodologies scientifiques solides, générer une connaissance fine et nuancée des réalités auxquelles est confrontée la sous-région – des causes de la violence – afin de contribuer à l’émergence de réponses de prévention adéquates.

## B. Aborder la violence extrémiste qui surgit au sein de la société

### 1) Étiologie de la violence et potentiel de récurrence

On peut structurer l'étiologie de la violence et le potentiel de risques de récurrence dans la région autour de cinq concepts généraux :

- **La convertibilité des acteurs et l'entrepreneuriat de la violence** : sans qu'il soit établi que Boko Haram ait capitalisé l'expertise criminelle des bandes armées qui l'ont précédé dans son aire d'action, force est cependant de constater des passerelles entre banditisme et extrémisme violent, le second apparaissant pour nombre d'adhérents à Boko Haram comme un paravent pour sublimer le crime organisé en l'enduisant d'un vernis idéologique. Ainsi, parmi les recrues non désengagées, il y a des risques de reconstitution de groupes armés ou de participation à des initiatives nécessitant une « main d'œuvre qualifiée ». L'errance de cette main d'œuvre apatride se renforce avec les recrues de Boko Haram encore peu disposées à se rendre et craignant de se faire prendre par les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) des pays dans lesquels ils opèrent en ce moment ;

- **La reproductibilité des conflits** : les réponses aux conflits sociopolitiques, identitaires, intergénérationnels ou liés à l'exploitation des ressources naturelles sur les trois dernières décennies, ont généralement adopté une logique de gestion (quête d'accalmie) plutôt que de résolution (quête de solution durable/définitive) et de prévention des cycles de violence. Ce sont davantage les symptômes des conflits que l'objet du différend qui sont adressés. Par conséquent, les régénérations de la violence restent possibles dès lors que la conjoncture s'y prête, les mêmes causes produisant les mêmes effets. En outre, à mesure que le temps passe et que disparaissent les « aînés », les villages perdent un savoir lié à l'arbitrage traditionnel des conflits sociaux et particulièrement des différends fonciers. A cela s'ajoute la prolifération des armes émanant des conflits régionaux et des trafics ;

- **La rentabilité de la violence** : il est admis aujourd'hui que la crise sécuritaire dans le Bassin du Lac Tchad est fille de la crise de gouvernance, particulièrement socioéconomique. Sur les trois dernières décennies, le contournement des normes et l'illégalité plus amplement, ont marqué des pans entiers des modes de production. Aussi, le lien entre crime et travail a-t-il parfois été mis en exergue dans les discours des bandits de grand chemin comme dans ceux des recruteurs de la faction Al-Barnawi de Boko Haram qui, à défaut de convaincre par l'endoctrinement, usent de l'intéressement financier. **En tout cas, le recours à la force comme mécanisme de transfert de propriété est un itinéraire persistant ;**

- **La scissiparité des groupes armés** : conflits de leaderships, saturation des aires d'opération, efficacité des mesures de sécurisation etc. ont fréquemment conduit les groupes armés à se scinder et à se relocaliser sur des espaces nouveaux. Boko Haram s'est divisé, donnant naissance à deux factions, la seconde occupant davantage le lac Tchad et ses environs. Il semble infondé de les considérer comme des factions rivales vouées à s'affronter et à se détruire mutuellement. Le risque (et la tendance principale), dans la région du Bassin du Lac Tchad et de manière plus générale en Afrique centrale, est plutôt à de nouvelles scissiparités qui atomiseraient les grands groupes, multiplieraient les zones à risques,

accroîtraient l'illisibilité du leadership et la fluctuation des acteurs de violence et des modes de violence (extrémisme violent, banditisme, criminalité organisée, conflits traditionnels).

- **La très faible attention consacrée à la transformation des causes de la violence :** l'absence de mesures destinées à s'attaquer aux causes de la violence afin d'empêcher sa survenance condamne l'Extrême-Nord du Cameroun et les régions avoisinantes à un perpétuel enlèvement dans la spirale de la violence. Pour en sortir, il est nécessaire et urgent d'accorder une place de choix à l'approche de prévention tant en regard de la persistance de la violence sur le terrain, que de la prise en compte de l'hybridation des menaces (fusion entre l'extrémisme violent et les autres formes de violence) qui complexifie davantage la recherche de solutions.

## 2) Causes concrètes du départ des jeunes vers Boko Haram

Les raisons du départ des jeunes vers Boko Haram sont diverses et variées, liées parfois aux trajectoires personnelles des jeunes enrôlés, mais renvoyant dans l'ensemble à une série d'explications où l'on trouve les hypothèses suivantes :

- Les conditions économiques très défavorables des villages dans lesquels les jeunes, généralement sans formation et sans perspectives d'emploi, déçus par un environnement improductif, constituent une cible vulnérable et facilement séduite par les offres d'enrichissement rapide, d'exploitation des terres et des ressources halieutiques, et de mariages faciles ;

- Les frustrations ressenties par certaines personnes, majoritairement les jeunes, qui n'ont pas obtenu gain de cause suite à la résolution de certains litiges (notamment fonciers) et qui voient en la charia prônée par Boko Haram une justice alternative ;

- L'adhésion consciente ou inconsciente à la propagande de Boko Haram, menée au sein des mosquées, dans les cercles de jeunes ou même à travers la distribution d'argent et de dattes dont certains pensent qu'elles sont mystiquement conditionnées pour attirer des recrues ;

- La fermeture des frontières, qui a privé de milliers de jeunes de leurs emplois, et qui les a rendus vulnérables, incapables d'assurer les besoins de leurs familles. L'attractivité du Nigeria qui est bien souvent perçu comme un eldorado par les jeunes peut de ce point de vue être mise en parallèle avec l'absence de l'Etat dans les zones frontalières ;

- Les manquements de l'Etat et des parents en termes d'encadrement des jeunes. Les programmes de l'Etat atteignent très difficilement les jeunes, et les parents, indexés dans la manière de résoudre certains conflits intergénérationnels, ont été parfois les catalyseurs de l'engagement de leurs enfants dans les rangs de Boko Haram ;

- Dans une culture traditionaliste, le poids social du mariage (et son coût) pèse fortement sur les jeunes hommes qui ont aussi pu en rejoignant Boko Haram escompter trouver soit les moyens de prendre épouse, soit de trouver épouse dans les rangs du

groupe ; et pour les jeunes femmes, il semble qu'il ne soit pas rare non plus qu'en rejoignant le groupe, elles cherchent également à échapper aux fortes contraintes sociales dont elles sont l'objet dans leurs familles et communautés d'origine.

### C. Cartographie des acteurs intervenant face à la violence extrémiste

#### 1) Les forces de défense et de sécurité

En réaction à la globalisation de la menace, la réorganisation stratégique du commandement militaire des pays du bassin du Lac Tchad au niveau local, régional, national et international a causé de sérieux problèmes à Boko Haram. S'il existe encore des résistances dans la zone du Lac Tchad, le côté camerounais est déjà sous un relatif contrôle. **Toutefois la région n'est pas encore à l'abri de l'enlèvement dans un conflit cyclique. En effet, contenir n'est pas guérir.**

#### 2) Les forces de défense et de sécurité et les populations

La collaboration entre les forces de défense et de sécurité et les populations s'apprécie en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain. A la genèse, les populations étaient méfiantes vis-à-vis de l'armée du fait de sa propension à la brutalité et aux violations systématiques du droit international humanitaire. De même que l'armée n'avait pas confiance en ces populations dont certains enfants avaient rejoint les rangs de Boko Haram. Avec la multiplication des attaques, des actes de violences graves perpétrés sur les populations et la nature asymétrique du conflit imposée par Boko Haram à l'armée, jusqu'alors habituée à la guerre conventionnelle, la collaboration s'est imposée d'elle-même. Les populations avaient besoin de la protection de l'armée et l'armée avait besoin des renseignements que détiennent les populations. Les deux ont donc commencé à interagir.

Cette interaction se fait par le truchement des Comités de Vigilance et des autorités traditionnelles. Leur mission consiste à fournir des renseignements aux forces de défense et de sécurité qui opèrent dans leurs villages.

#### 3) Les représentants politiques

Inscrivant leurs actions dans le principe de la défense de l'intégrité territoriale du Cameroun, les représentants politiques se sont alignés derrière l'armée camerounaise pour lui offrir leur soutien moral et matériel. Ainsi, ces derniers ne sont pas restés insensibles aux rapports de l'ONG Amnesty international accusant l'armée camerounaise de violations des droits de l'homme dans la guerre contre Boko Haram. A plusieurs reprises, ils sont montés au créneau pour affirmer et réaffirmer leur soutien inconditionnel aux soldats, entretenant ainsi l'idée d'une armée souveraine, qui déploie d'énormes ressources pour préserver l'intégrité territoriale du Cameroun.

#### 4) Les ONG nationales

Plusieurs ONG participent à la lutte contre la violence extrémiste. On peut entre autres citer le Centre d'appui à l'autopromotion pour le développement durable (CAPROD), la Recherche Action Communautaire pour l'éthique et le développement (RACED), l'Action de Solidarité pour les Droits Humains et la Démocratie (ASDHD), l'Association de Lutte contre les Violences faites aux Femmes (ALVF) et l'Association pour la Promotion de l'éducation et de l'encadrement des filles dans la vallée du Logone (APEF). L'action de deux d'entre elles a été mise en exergue par les participants. Il s'agit du Collectif des Organisations de la Société Civile Contre la Radicalisation et le Terrorisme (COSC-CRT) et de l'Association Action Locale pour un Développement Alternatif (ALDEPA).

L'exposition aux corps déchiquetés par les bombes, les bruits des coups de feu, les blessures physiques et psychologiques etc. peuvent entraîner des chocs post-traumatiques de nature à affecter négativement l'humanité des personnes qui ont été au contact de telles atrocités. C'est fort de ce constat que le COSC-CRT se déploie dans les zones en crise de la région de l'Extrême-Nord pour apporter un soutien et un encadrement psychologique aux civils et militaires victimes des horreurs du conflit. Entre 2016 et 2018, il s'est déployé dans les zones telles que : Fotokol, Dougoué, Bodo, Limani, Amchidé, Kolofata, Kerawa, Talamadé, Kouyapé etc.

L'ALDEPA quant à elle apporte un soutien psychosocial aux enfants et femmes en situation critique. La prise en charge psychosociale des enfants se fait à travers l'organisation des activités ludiques, sportives, des thérapies de groupe et individuelle et divers jeux. En ce qui concerne les femmes, un Projet de Résilience et de Lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) pour les femmes et filles réfugiées de Minawao a été mis en place par l'association. Ce projet a donné lieu à la construction d'un Centre de Prise en Charge des VBG qui permet aux femmes de se sentir en communauté et de se savoir utile pour la société.

#### 5) Les médias

Les médias (presse écrite, radio, télévision...) au fort de cette crise, n'ont pas failli à leur devoir à savoir celui d'informer en temps réel le public et les lecteurs, de dénoncer (les dérapages, l'inertie de certaines autorités militaires et civiles) et d'aller au-delà en s'investissant dans la sensibilisation contre l'enrôlement, la radicalisation et l'extrémisme violent. Les radios communautaires se sont particulièrement investies dans cette mission de sensibilisation à travers des débats, des spots, des messages alternatifs. Certaines presses, de par leur professionnalisme en matière de restitution et de traitement des informations relatives au terrorisme en général, ont reçu des prix et les félicitations, du Chef de l'Etat. Il s'agit de « L'œil du Sahel », « Le Jour » et de « Mutations ». Ces marques de reconnaissance prouvent à suffisance que leur contribution dans la stratégie globale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent dans la Région est importante et appréciée.

## 6) Les centres de recherche et les universitaires

A travers diverses actions (tables-ronde, séminaires, conférences, articles scientifiques etc.) destinées à rechercher les causes profondes de la violence extrémiste et à proposer des orientations aux décideurs publics, les centres de recherche apportent leur contribution à la construction des sociétés paisibles. C'est par exemple le cas du Centre d'Étude pour le Développement et la Prévention de l'Extrémisme basé à N'Djamena (Tchad). Ses différentes actions lui ont permis de constater que l'approche préventive est à ce jour le parent pauvre de la lutte contre l'extrémisme violent au Tchad. C'est dans cette perspective qu'il a engagé un processus d'influence auprès du ministère de l'éducation national pour introduire dans le programme d'enseignement une matière exclusivement consacrée aux valeurs cardinales de l'approche préventive : la tolérance, le dialogue interreligieux et culturel, le respect de différences et la cohabitation pacifique entre les religions et les cultures.

Dans le même temps, la montée en puissance de l'extrémisme violent a suscité chez les universitaires des interrogations pour comprendre les changements et les mesures prises à différents niveaux pour y faire face. Leurs analyses rendent compte de la manière dont la société camerounaise a vécu le phénomène Boko Haram, des réponses élaborées par l'État et les acteurs locaux, nationaux, internationaux pour juguler ce contexte particulièrement rude, et donnent la parole à ceux qui ont vécu le phénomène Boko Haram au Cameroun. De manière spécifique, deux ouvrages dirigés par des enseignants de l'université de Maroua sont revenus de manière récurrente dans les propos des participants : **Boko Haram au Cameroun: Dynamiques plurielles et Regards croisés sur Boko Haram au Cameroun**<sup>3</sup>.

## 7) Les communautés religieuses

Au Tchad, une journée nationale de la cohabitation pacifique est organisée chaque année par une plate-forme inter-religieuse qui regroupe catholiques, musulmans et protestants. Elle a pour but de renouveler leur engagement en faveur du vivre ensemble. Le message de la plate-forme est axé sur l'unité, le respect de la différence religieuse et l'amour du prochain. Elle partage son expérience avec d'autres pays en matière de dialogue interreligieux.

L'expérience camerounaise en la matière mérite également d'être soulignée. Dans les six départements de la région de l'Extrême-Nord, l'Association Camerounaise pour le Dialogue Interreligieux (ACADIR) a mis en place des plateformes de dialogue qui ont joué un rôle majeur dans la promotion de l'idée selon laquelle **l'extrémisme violent n'est pas une conspiration des musulmans contre les chrétiens**. A ce jour, 49 communes ont été sensibilisées par l'ACADIR sur l'importance du vivre ensemble entre les religions.

---

<sup>3</sup> François Wassouni et Adder Abel Gwoda (dir.), Boko Haram au Cameroun: Dynamiques plurielles, Editions Peter Lang, 2017 ; François Wassouni et Adder Abel Gwoda (dir.), Regards croisés sur Boko Haram au Cameroun Yaoundé, Editions du Schabel, septembre 2017.

Dans le Diamaré, (Extrême-Nord/Cameroun) **les actions de sensibilisation et de conscientisation sur le positionnement de la communauté musulmane par rapport à l'idéologie des extrémistes** sont les principales contributions de la communauté musulmane. En effet, on assiste depuis 2014 à un déferlement de sermons au sein des mosquées, exhortant les fidèles à rejeter tout ce qui relève de l'extrémisme dans la religion. Exemple est souvent pris de la Cité de Médine où le prophète de l'Islam, installant sa première Cité-Etat, organisa la cohabitation pacifique et harmonieuse entre les musulmans, les chrétiens et les juifs. C'est un positionnement qui tranche avec tout soupçon de complicité ou d'indulgence avec les idées portées par Boko Haram.

#### 8) **Les partenaires de la coopération internationale**

Depuis 2016, le PNUD consacre ses efforts au renforcement de la résilience des communautés victimes ou exposées à la violence extrémiste dans la région. Son action consiste principalement à : revitaliser les marchés intérieurs (reconstruction des marchés à Zamai, Mouzogo, Kourgui, Mora et Kousseri), promouvoir les activités génératrices de revenus (800 jeunes environ ont bénéficié de ce programme), renforcer les capacités des leaders communautaires en matière de gestion des conflits et de cohésion sociale, mettre en œuvre des programmes de formation des enseignants des écoles coraniques etc.

Figurent aux côtés du PNUD, d'autres agences des Nations Unies (UNICEF, OMS, PAM, ONUFEMMES, OCHA, UNHCR) et acteurs humanitaires (CICR, MSF-Suisse, Plan International) qui à travers leurs mandats respectifs, œuvrent à l'atténuation des besoins des populations en détresse ainsi qu'à la résolution de la crise.

### **III. Principales leçons apprises, défis et recommandations**

La qualité remarquable des intervenants et des participants, leurs connaissances des réalités de la région et leurs propres expériences en matière de prévention de la violence, ont fait des deux jours de séminaire un moment de riche partage et ont mis en exergue d'une part que le moment est venu pour renforcer une approche de prévention de la violence et d'autre part un ensemble d'enseignements exprimés en termes de défis à relever pour éviter le piège d'un conflit cyclique.

#### **A. Bâtir la confiance en l'avenir dans le bassin du lac Tchad : la pertinence et l'importance de l'approche de prévention de l'extrémisme violent**

Plusieurs facteurs militent en faveur de la pertinence de l'implémentation de l'approche de prévention de l'extrémisme violent dans le bassin du Lac Tchad :

**La relative accalmie de Boko Haram** : la contre-offensive menée par les armées de la région du Bassin du Lac Tchad a permis l'obtention d'effets majeurs dans la limitation de l'expansion du groupe extrémiste. Même si l'heure n'est pas à l'euphorie ni à la victoire, il

apparaît clairement que cette situation de paix relative est une ressource à mobiliser pour implémenter les instruments de la prévention de l'extrémisme violent.

**Les besoins concrets des populations du bassin du lac Tchad :** à partir d'études et de statistiques, les participants ont souligné que l'extrémisme violent n'est pas la principale préoccupation des populations de la région. A la question « quels sont les problèmes les plus importants auxquels les pays font face et auxquels les gouvernements devront s'attaquer ? », il a été reconnu que les préoccupations liées au chômage, à la santé, à l'éducation, aux infrastructures de transport, à l'approvisionnement en eau potable, à la pauvreté sont citées en premier lieu, bien avant les besoins relatifs aux questions de sécurité. Cela démontre s'il en est besoin, l'urgence de la mise en place immédiate des actions de prévention afin d'éviter que ces préoccupations légitimes ne deviennent l'essence qui va alimenter le moteur de l'extrémisme violent.

**Le constat clair et objectif que les acteurs ne se sont pas encore pleinement saisis de l'approche de prévention :** la plupart des interventions visent à gérer les effets de la violence, et très peu de choses sont faites en termes de prise de conscience et de renforcement de la compréhension des causes de cette violence. Or, pour freiner la montée en puissance de l'extrémisme violent dans la région, il faut s'attaquer aux motivations des membres de Boko Haram. Dès lors, il importe poursuivre le dialogue amorcé à Maroua pour continuer à créer une envie d'agir en amont, et de créer des synergies entre les parties prenantes de la prévention de l'extrémisme violent.

**L'absence d'une dynamique de responsabilisation personnelle des acteurs, indispensable à une démarche de transformation des causes inhérentes à la violence :** elle est résultante du manque de coordination entre les interventions multidimensionnelles conduites par les acteurs : Etat, organisations internationales, ONG, OING, FDS, médias, etc.

A côté de ces facteurs explicatifs, se greffent un ensemble de challenges qui complexifient l'investissement dans l'approche préventive.

## **B. Les défis à relever pour éviter le piège d'un conflit cyclique**

**Défi numéro 1 : la nécessaire prise de conscience collective de la question de l'extrémisme violent.** Cette prise de conscience devrait aller au-delà de la région de l'Extrême-Nord. A ce jour, cette question d'envergure globale semble davantage préoccuper les gens au niveau des zones touchées par la crise et où interviennent les organisations du système des Nations Unies, la société civile internationale, nationale et locale. Tout se passe comme s'il s'agissait d'une question qui n'intéresse que ces organisations et les zones dans lesquelles elles travaillent, alors que l'extrémisme violent est une préoccupation qui appelle le concours et la collaboration de toutes les composantes de la société.

Si on a parfois discuté de la question de Boko Haram à l'Assemblée Nationale, il n'est pas certain que des résolutions fortes visant à faire de la question de l'extrémisme violent une préoccupation nationale aient été adoptées. Et d'ailleurs, on n'a pas fini de juguler cet

extrémisme violent dans la région de l'Extrême-Nord que d'autres foyers de manifestation ont vu le jour dans les zones anglophones du pays, avec des conséquences terribles. Il est urgent que des actions fortes soient prises au haut niveau de l'Etat pour que la question de l'extrémisme violent, au-delà des réponses militaires apportées, puisse devenir une préoccupation nationale et que des actions portées par une véritable stratégie politique dans une perspective durable puissent être engagées pour le prévenir.

Et si les actions de sensibilisation et d'autres formes de réponses ont été orientées vers les zones directement touchées par cette violence, il est temps que celles-ci atteignent également les autres parties de l'Extrême-Nord, de l'Adamaoua et du Nord qui n'en ont entendu parler qu'à distance. De même, il est impératif et urgent d'impliquer une frange plus large de la société dans la réflexion et l'action face au défi que représente l'extrémisme violent : il s'agit que tous s'impliquent pour mieux le comprendre, pour le questionner en vue d'apporter des réponses multisectorielles (écoles primaires, secondaires, universités, milieux de la recherche, leaders religieux, artistes, hommes de médias, encadreurs de la jeunesse, autorités traditionnelles, etc). Ce n'est qu'en ralliant les uns et les autres à cette cause et en fusionnant les intelligences multisectorielles qu'on aboutira à une prévention durable et efficace.

**Défi numéro 2 : comprendre les causes de la violence extrémiste et engager des politiques et des actions qui vont les transformer.** Si l'on considère que la violence n'est pas le fruit du hasard, l'identification de ses causes et l'engagement des mesures destinées à empêcher leur apparition est un défi pour la construction de la paix dans la région de l'Extrême-Nord et son pourtour. En sachant que la paix est une construction permanente, ce travail de transformation des causes constitue en soi une avancée significative dans la quête et l'élaboration des solutions à adresser à la violence extrémiste, à condition de le valoriser davantage en passant de la prise de conscience aux actions concrètes sur le terrain. C'est l'un des grands défis de la prévention, qui doit aussi être soutenu par une volonté politique clairement affichée.

Dans cette nécessité de passer à l'action, la recherche est attendue pour produire de solides études contextualisées permettant de mieux distinguer les causes de la violence et donc de mieux orienter les actions de prévention. A ce jour, la compréhension du phénomène de l'extrémisme violent est freinée par l'inconsistance de certaines approches du problème au plan méthodologique. Des manquements qui appellent à plus de sérieux de la part des chercheurs et à davantage d'initiatives de renforcement des capacités au sein des organismes ou des établissements qui traitent de la question de l'extrémisme violent.

**Défi numéro 3 : le nécessaire apprentissage de la culture du dialogue :** en favorisant l'accroissement des connaissances et l'élargissement des perspectives, en combattant le sectarisme et la polarisation au profit de l'ouverture, le dialogue est un instrument qui permet de s'ouvrir aux idées nouvelles et à la recherche de solutions innovantes comme l'approche de prévention de l'extrémisme violent. Sa pratique récurrente est dès lors un défi à relever afin d'amener toutes les parties prenantes à s'arrimer à ce nouveau paradigme qui recommande l'adoption du dialogue inclusif comme passage obligé

et nécessaire à la préservation du vivre ensemble. C'est du dialogue que naîtra l'acceptation de l'autre et la diffusion d'une culture de tolérance.

**Défi numéro 4 : l'élaboration d'une stratégie de prévention multidimensionnelle et multi-acteurs.** La monopolisation de la question de la gestion de l'extrémisme violent par l'Etat avec une forte orientation sécuritaire et militaire est insuffisante. Nombreux sont les autres acteurs non militaires qui ont des rôles à jouer et des actions utiles à mener afin que le dépassement d'une telle conjoncture sécuritaire soit réussie. Ainsi, il faut sortir du discours dominant selon lequel la paix relève de la responsabilité du gouvernement et des forces de défense et de sécurité pour adopter une culture de la co-responsabilité axée sur le travail en équipe. Qu'il s'agisse du politique, des forces de défense et de sécurité, des acteurs internationaux, des chercheurs, de la société civile etc., trouver le sens des synergies et veiller à la construction d'un « esprit de corps » demande de revisiter les manières de penser et d'agir qui ont actuellement cours en les faisant évoluer vers « l'agir collectif ».

**Défi numéro 5 : la conjugaison et de la coordination des actions des organisations de la société civile.** On a observé çà et là une forme de cafouillage, de reproduction des mêmes activités par les différents intervenants alors qu'une fusion des actions et des moyens aurait été plus utile. Parfois même, on observe une forme d'opportunisme chez certains acteurs de la société civile, qui se convertissent brusquement en spécialistes de la prévention de l'extrémisme. L'initiative du PNUD qui a consisté à mettre en place une plate-forme des organisations de la société civile dans l'Extrême-Nord, qui organise des rencontres où les uns et les autres discutent de leurs actions, partagent les expériences et les difficultés, a été une action utile et salutaire.

**Défi numéro 6 : la nécessité de répondre le plus rapidement possible aux besoins immédiats - matériels autant que moraux - des populations.** Fortement affectées par les horreurs perpétrées par Boko Haram, souvent partagées en leur sein, les communautés portent encore au plus profond d'elles-mêmes les traumatismes de la crise avec des problèmes de survie qu'elles n'ont pas encore résolus. Mais en même temps, la faim, les habitations précaires, l'absence de possibilités de mener des activités génératrices de revenus, les problèmes de santé, la vie sous perfusion et les nombreuses pertes en vies humaines et en matériels, font que les consciences sont paradoxalement parfois toujours disposées à se laisser séduire par les discours radicaux.

Les investissements en matière de développement (reconstruction de ce qui a été détruit, construction des équipements sociaux de base, des infrastructures de communication et de télécommunication, le renforcement de la présence de l'Etat dans les zones frontalières, etc.) constituent dès lors, des actions urgentes pour remettre les populations en confiance et permettre qu'elles renouent avec la vie normale.

Quant aux besoins immatériels, la nécessité de prendre en charge les personnes qui ont vécus de lourds traumatismes s'impose. Se greffe à côté d'elle le besoin d'appartenance à un groupe, à une communauté, à la société, qui procure aux individus les moyens de s'exprimer, d'être écoutés et d'avoir le sentiment d'avoir une place et un rôle à jouer dans la société. A ce niveau, l'importance du dialogue dans sa capacité à structurer des sociétés

inclusives a été fortement soulignée, tout comme le rôle de mamans qui peuvent peut être mieux que quiconque aider leurs « enfants perdus » à renouer avec le sentiment d'appartenir à une même société a été reconnu.

**Défi numéro 7 : la question des ex otages et des ex combattants de Boko Haram.** Cette question interpelle aussi bien l'Etat que ses partenaires bilatéraux, multilatéraux et les communautés locales. Ceux qui sont revenus ont de la peine à être acceptés par les populations, tandis que l'Etat lui-même semble n'avoir élaboré aucun cadre conceptuel, juridique, réglementaire, ni aucune mesure concrète pour gérer ce processus. Voilà l'un des problèmes les plus difficiles de la stabilisation en cours dans le bassin du Lac Tchad en général et au Cameroun tout particulièrement. Si au Niger et au Nigéria par exemple des mécanismes ont été élaborés pour encourager les redditions avec la construction des cadres d'accueil et des mesures de réinsertion, ce n'est pas encore le cas pour le Cameroun. La gestion des cas de Mozogo et de Kolofata montre bien que de gros efforts restent à faire dans cette mouvance et l'Etat seul ne pourrait pas réussir ce pari. Il faut envisager des cadres, des moyens, des mesures d'encadrement, de sensibilisation des populations et de préparation des acteurs de la justice pour gérer cette difficile phase de la gestion de la crise.

Il faut aussi entrevoir une difficulté additionnelle liée à ces « retournés ». S'ils font face à une exclusion à leur retour, si les raisons qui les ont fait partir ne changent pas, que va-t-il se passer ? Et, au-delà de leur retour et de leur réintégration, se pose la question de **leur rôle en tant qu'acteurs de changement et de prévention : est-ce possible ?** Voilà également des questions qui ont surgi en filigrane des discussions, et qui constituent sans doute autant de chantiers sur lesquels un travail d'approfondissement est nécessaire.

**Défi numéro 8 : la question des combattants de Boko Haram, quelle place au dialogue ?** La possibilité d'un dialogue avec Boko Haram semble encore rebuter de nombreux participants. Même s'ils reconnaissent l'existence d'initiatives qui ont été prises dans ce sens par l'armée ou l'administration et qui ont conduit à des résultats positifs – en termes de libération d'otages ou de reddition de certaines personnes qui s'étaient engagés dans des actions violentes pour le compte du groupe extrémiste –, la tendance à mettre des étiquettes sur les extrémistes conduit inévitablement à une polarisation qui renforce à son tour les stéréotypes qui sont une entrave à la possibilité d'un dialogue fructueux.

Ceux qui sont favorables au dialogue ont regretté le fait qu'à ce jour, cet instrument de prévention n'est pas encore suffisamment inclusif et ont souligné le besoin de renforcer les capacités des acteurs en la matière.

**Défi numéro 9 : la résolution de l'équation de l'éducation, de l'encadrement de la jeunesse et du contrôle des contenus des enseignements dispensés dans les écoles coraniques.** Il faudra investir massivement dans l'éducation et la construction des centres d'encadrement de la jeunesse, avec au préalable des actions fortes pour que les gens accordent un intérêt à la chose éducative (« on note une démission des parents vis-à-vis de l'éducation de leurs enfants »). De même, une attention particulière doit être accordée à la surveillance et à la révision des curricula des écoles coraniques qui ont été à plusieurs endroits les nids de recrutements de Boko Haram.

## C. Recommandations

Afin de relever ces défis, les recommandations suivantes ont été formulées.

### ❖ **Recommandations adressées au gouvernement du Cameroun**

- Elaborer et mettre en œuvre par des processus participatifs un plan national de prévention de l'extrémisme violent ;
- Professionnaliser davantage la plateforme ou l'espace de dialogue au niveau local qui aura la charge d'adresser les questions sur la prévention de l'extrémisme violent, notamment en veillant à la qualité des intervenants ou en renforçant les capacités de ces derniers ;
- S'engager dans un processus de transformation des causes de l'extrémisme violent en mettant en œuvre des politiques nationales de développement conformes aux objectifs de développement durable ;
- Garantir la sécurité humaine en :
  - gagnant les cœurs et les esprits des communautés locales à travers des initiatives comme la revitalisation des marchés, l'autonomisation de la jeunesse (promotion de l'emploi), le renforcement des capacités des leaders communautaires etc. ;
  - garantissant la promotion de l'éducation dans les confins territoriaux de l'extrême nord Cameroun. Forme de prévention primaire, l'éducation favorise le dialogue, développe la pensée critique, développe la résilience contre la propagande extrémiste, favorise la remise en cause de la légitimité et de l'attrait aux croyances extrémistes, renforce la confiance et la résilience émotionnelles etc. ;
  - combattant les frustrations et l'instabilité (marginalisation et discrimination, exclusion, injustice, corruption, mauvaise gouvernance et violations des droits de l'homme et de l'état de droit etc.) ;
  - consolidant les initiatives de prise en charge psychosociale des enfants/réfugiés/retournés (activités ludiques et sportives, thérapies de groupe et individuelle, causeries éducatives etc.) ;
  - vainquant l'insécurité alimentaire et la crise humanitaire ;
  - promouvant des initiatives de traitement du passé, mémoire et histoire collective au sein des communautés affectées par la violence.

### ❖ **Recommandations adressées aux Forces de défense et de sécurité**

- Améliorer les rapports armée - populations, notamment à travers :
  - les actions civilo-militaires destinées à construire et à entretenir un climat de confiance entre les Forces de défense et de sécurité et la population (actions entreprises pour accompagner les populations affectées dans les domaines de la santé, de l'éducation etc.) ;

- la mise en place de comités mixtes chargés d'identifier les besoins en matière de sécurité et les moyens d'y répondre ;
- Accorder le plus grand intérêt au respect des droits humains, condamner les abus en la matière et appliquer la loi dans les cas de violations des droits humains et du droit international humanitaire ;
- Se familiariser davantage à l'approche de prévention de l'extrémisme violent afin de passer d'une logique réactive à une logique proactive.

❖ **Recommandations adressées aux organisations de la société civile et communautés religieuses**

- Tenir le plus grand compte de la mise en place d'une stratégie concertée destinée à garantir un travail en synergie, qui permettra d'éviter l'émiettement et la neutralisation des actions sur le terrain ;
- S'impliquer au plus haut point dans toutes les initiatives et programmes destinés à renforcer leurs capacités en matière de prévention de l'extrémisme violent ;
- Accroître les opportunités de formation sur les outils théoriques et pratiques qui concourent à la construction de la paix et de la cohésion sociale entre les communautés ;
- Adopter une démarche collective et inclusive de sensibilisation au radicalisme religieux, en prenant en compte les particularismes culturels, l'approche genre et en accordant une place de choix au dialogue inclusif, aux messages de tolérance et d'ouverture ;
- Renforcer leur communication de proximité en continuant de s'appuyer sur les radios communautaires pour assurer la diffusion des contenus et programmes en langues locales visant à contrer la promotion de l'extrémisme violent.

❖ **Recommandations adressées aux chercheurs**

- S'engager résolument dans la construction d'un corpus conceptuel contextualisé et consensuel permettant une communication sans équivoque entre les acteurs et avec les populations ;
- Créer et renforcer les synergies avec les acteurs de la société civile impliqués dans les problématiques relatives à la prévention de l'extrémisme violent ;
- Concevoir et proposer aux décideurs des textes pour élaborer un cadre juridique plus ambitieux que le DDDR, soucieux de Droits de l'Homme, intégrant les pratiques

endogènes de résolution des conflits, de réinsertion des ex-combattants et la question du rôle de ces derniers en tant qu'acteurs de changement et de prévention.

#### ❖ **Recommandations adressées aux femmes et aux jeunes**

- Travailler à s'impliquer activement pour rechercher des solutions contre l'extrémisme violent dont elles sont à la fois acteurs mais surtout victimes en militant par exemple pour le respect des droits des femmes et de l'égalité des sexes, en se servant de leur rôle de mères pour identifier et corriger les premiers signes de radicalisation au sein de leur foyer etc. ;
- Partager les expériences malheureuses des repentis afin d'empêcher que d'autres femmes et jeunes ne se laissent séduire par les discours extrémistes ;
- Promouvoir le dialogue dans les communautés et les familles afin d'encourager la tolérance religieuse, d'accroître le vivre-ensemble et le respect de la diversité socioreligieuse ;
- Mener des actions de plaidoyer en vue d'accroître les activités économiques qui concourent à l'autonomisation des femmes et des jeunes ;
- Encourager et travailler avec les pouvoirs publics et les acteurs internationaux pour la mise en œuvre effective et efficace des résolutions 1325 et 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui portent respectivement sur l'implication des femmes et des jeunes dans la construction de la paix et de la sécurité ;

#### ❖ **Recommandations adressées aux médias**

- Accentuer les efforts déjà entrepris dans la promotion d'une communication de proximité ;
- Être conscient de l'importance d'une communication efficace et pertinente en situation dégradée, car, la communication a une importance capitale dans la gestion d'une crise ;
- Migrer progressivement vers une communication proactive, qui anticipe la menace au lieu de la subir.

#### ❖ **Recommandations adressées aux Etats de la sous-région et de la région**

- Consolider la promotion de la stratégie régionale de stabilisation de la région du bassin du lac Tchad en :
  - structurant les processus de déradicalisation des combattants désengagés de Boko Haram ;

- assurant la réinstallation des personnes déplacées et des réfugiés ;
- renforçant les capacités des Etats en matière de gouvernance et de consolidation de l'Etat de droit ;
- engageant la revitalisation socio-économique de la région ;
- agissant ensemble via le dialogue inclusif et la construction de synergies multidimensionnelles et multifonctionnelles entre les parties prenantes de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent ;
- élaborant un plan régional de prévention de l'extrémisme violent.

❖ **Recommandations adressées au système des Nations Unies et aux partenaires internationaux**

- S'attaquer en partenariat avec les Etats du Bassin du Lac Tchad aux causes de la violence extrémiste ;
- Coordonner leurs activités avec les Etats de la région afin de faciliter l'efficacité des actions sur le terrain ;
- Appuyer les efforts nationaux et régionaux en matière de prévention de l'extrémisme violent en renforçant les capacités des acteurs en matière de respect des droits de l'homme et de l'état de droit, de bonne gouvernance, de dialogue inclusif et de développement durable ;
- Intégrer dans les programmes et projets de développement une composante de prévention de l'extrémisme violent / sensibiliser les partenaires.

#### **IV. Mise en perspective**

Recommandation du séminaire de Yaoundé de novembre 2017, la rencontre de Maroua a créé du lien entre les acteurs locaux et amplement contribué à la diffusion d'une « culture de l'ouverture et de l'inclusion », essentielle dans la construction de « sociétés apaisées » et mieux à même de prévenir les causes de la violence extrémiste. De manière générale, elle a favorisé l'émergence d'un climat de confiance mutuelle entre les acteurs de la région de l'Extrême-Nord et son pourtour, nécessaire à l'éclosion de synergies entre les différents acteurs de la prévention de l'extrémisme violent.

De ce point de vue, il a été reconnu l'importance du concours de toutes les parties prenantes dans l'intégration de la problématique de la prévention, dans les stratégies qui s'élaborent actuellement dans la région. Les conversations éclairantes et mutuellement bénéfiques autour de cette question devraient donc, selon les vœux exprimés par les représentants de l'administration et de l'armée, être encouragées afin que les différents acteurs impliqués dans la prévention aident les gouvernements dans les efforts qu'ils déploient pour éviter la résurgence de Boko Haram ou l'émergence dans la région d'autres organisations criminelles.

Pour favoriser la diffusion et l'appropriation des résultats obtenus lors de cette session de dialogue, le présent rapport sera déposé sur la Plateforme en ligne PEV lancée en janvier 2017 par le DFAE Suisse et le GCPS (lien : <https://pveplatform.forumbee.com>) et sur le site internet du CEIDES ([www.ceides.org](http://www.ceides.org)).

Aussi bien, dans la perspective de mise en œuvre d'une politique sous-régionale CEMAC/CEEAC relative à l'insécurité, une copie sera transmise aux représentants du Ministère des Relations Extérieures du Cameroun qui ont exprimé le besoin d'intégrer les résultats des travaux du séminaire dans le dossier technique que le Cameroun soumettra lors de la rencontre internationale qui se prépare.

Par ailleurs, un échange actif sur les résultats de la rencontre de haut niveau aura lieu avec la CBLT à l'occasion de missions au siège de ladite organisation ou selon les opportunités. De même, les résultats du séminaire seront partagés à l'occasion de tables-rondes organisées dans la région ou auprès des capitales du multilatéralisme.

Enfin, le CEIDES prendra toutes les mesures pratiques appropriées pour assurer le suivi de ce qui sera initié lors de cette rencontre de haut niveau.

# Annexe

## Photos



Discours d'ouverture du Représentant du Gouverneur de la Région de l'Extrême-Nord



Interview de l'Ambassadeur de Suisse en République du Cameroun, République centrafricaine et Guinée Equatoriale



Intervention de la Coordonnatrice Humanitaire et Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies au Cameroun



Intervention du Représentant du Commandant de la quatrième Région Militaire Interarmées (RMIA 4)



Intervention du Préfet du Diamaré (Maroua)



Interview du Président du CEIDES